INTRODUCTION

PARTIE 1. ECONOMIE POLITIQUE DE LA DEMOCRATIE FRANCAISE (18H)

PARTIE 2. LES DEPENSES PUBLIQUES (9H)

PARTIE 3. LES PRELEVEMENTS PUBLICS OBLIGATOIRES (9H)

PARTIE 1
ECONOMIE POLITIQUE DE LA DEMOCRATIE FRANCAISE

CHAPITRE 1
LE POUVOIR LIMITE DES ELECTEURS SUR LE MARCHE ELECTORAL

INTRODUCTION
Du pouvoir négatif de l'électeur

1. Les limites de l'agrégation des préférences individuelles sur le marché électoral
2. Les limites du pouvoir d l'électeur liée à la dimension collective du choix électoral et à ses caractéristiques
    - 2.1 Des limites liées à la dimension collective du choix électoral
        - 2.1.1 Un univers politique incertain
        - 2.1.2 Un vote non décisif
        - 2.1.3 Un vote sans responsabilité
    - 2.2 Des limites liées aux caractéristiques de l'échange électoral
        - 2.2.1 Des choix électoraux mutuellement exclusifs
        - 2.2.2 Un pouvoir électoral plafonné par le principe un homme / une voix
3. Un marché monopolistique
4. Conclusion

CHAPITRE 2
PARADOXE DU VOTE ET ABSTENTION

INTRODUCTION
De l'impuissance de l'électeur

1. Le profil socio-économique des abstentionnistes
    - 1.1 Définition
    - 1.2 Evolution
    - 1.3 Profil des abstentionnistes
2 Abstention et sociologie électorale
3 Abstention et économie du vote
    - 3.1 Bénéfice du vote et méfiance vis-à-vis de la politique
    - 3.2 Les électeurs surestiment la probabilité d'être décisif
    - 3.3 La hausse des coûts du vote et l'abstention
        - 3.3.1 Le coût en temps
        - 3.3.2 Le coût de l'information
        - 3.3.3 L'idéologie réduit les coûts de l'information
        - 3.3.4 La stigmatisation des abstentionnistes
4. Conclusion

CHAPITRE 3
LA MONTEE DU POPULISME : LE CAS DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

INTRODUCTION
Des passions rationnelles en politique

1. Retour sur la montée des populismes
    1.1 Le populisme
    1.2 Le populisme de gauche
    1.3 Le populisme de droite
2. L'économie politique du populisme
    2.1 Les maux économiques
        2.1.1 Crise économique et montée des populismes
        2.1.2 Mondialisation, progrès technique et populisme
    2.2 L'origine institutionnelle
    2.3 Une crise identitaire
    2.4 L'origine cognitive ou le rôle des médias
        2.4.1 Un effet d'exposition
        2.4.2 Un effet d'agenda
3. Vote d'expression et montée du populisme de droite
    3.1 Utilité d'expression, estime de soi et choix électoral
        3.1.1 Les bénéfices du choix électoral : l'estime de soi
        3.1.2 Les coûts du vote
            3.1.2.1 L prix de l'information politique
            3.1.2.2 Coût du vote et coût de la transgression politique
    3.2 Le succès relatif du populisme de droite en France
        3.2.1 La baisse du prix de l'information pro-Front/Rassemblement National
            3.2.1.1 Anti multiculturalisme et effet d'agenda
            3.2.1.2 Les nouvelles technologies de l'information et de la communication
            3.2.1.3 Indifférenciation idéologique et montée de la droite radicale
        3.2.2 Dédiabolisation et baisse des coûts d'expression en faveur de la droite radicale
4. Conclusion

CHAPITRE 4
LES PARTIS POLITIQUES

INTRODUCTION
Le risque partitocratique

1. Mode financement de la vie politique et profil socioéconomique des parlementaires
    1.1 Bénévolat politique et assemblé de notables
    1.2 Bénévolat et risque de corruption des mœurs politiques
    1.3 Bénévolat et professionnalisation politique
2. Rémunération politique et renforcement du pouvoir des partis politiques
    2.1 Exclusion des notables et formation de nouvelles notabilités
    2.2 Renforcement du pouvoir politique des partis
    2.3 Le risque oligarchique
        2.3.1 La loi d'airain de l'oligarchie
        2.3.2 La capture par les intellectuels des carrières politiques
    2.4 Vivre de la politique ou bien vivre de la politique
        2.4.1 Une forte amélioration des condition matérielles d'exercice du pouvoir législatif
            2.4.1.1 Les indemnités parlementaires
            2.4.1.2 La hausse du budget de l'assemblée nationale
        2.4.2 qui renforce le cumul des mandats
        2.4.3 allonge la durée des carrières politiques
        2..4.4 et déplace les risques de prévarication vers les partis

3. Concurrence politique et risque de partitocratie
    3.1 Risque de partitocratie et de cartellisation des partis
    3.2 La concurrence politique
        3.2.1 Libre entrée et cartellisation de la vie politique
        3.2.2 Cartellisation et distribution bimodale des voix
    3.3 Autonomie des élus versus pouvoir des partis politiques
        3.3.1 Les conditions de l'autonomie des élus vis-à-vis de leur parti politique
            3.3.1.1 Le capital politique des élus
            3.3.1.2 L'horizon politique de l'élu
            3.3.1.3 L'incertitude
        3.3.2 Le rôle des partis politiques dans la réalisation des engagements électoraux des candidats
            3.3.2.1 Des promesses électorales partiellement tenues
            3.3.2.2 Le rôle des partis politiques dans la mise en œuvre des programmes
4. Conclusion

CHAPITRE 5
LES GROUPES D'INTERET

INTRODUCTION
Le risque ploutocratique

1. De l'Etat de classe à la ploutocratie
    2.1 Les théories marxistes de l'Etat
        2.1.1 La théorie instrumentale de l'Etat
        2.1.2 Division du travail et consolidation de l'Etat moderne
            2.1.2.1 La démocratie comme bureaucratie
            2.1.2.2 Une bureaucratie au service d'elle-même qui peut faire alliance avec la classe ouvrière
    2.2 La dérive ploutocratique
        2.2.1 Les politiques néo-libérales sont la conséquence de l'activité des groupes d'intérêt des hauts revenus
        2.2.2 Le contrôle des médias par les riches
        2.2.3 Le financement de la vie politique par les riches
2. La démocratie polyarchique
    2.1 La place des ressources financières dans le succès de la demande de rente du groupe d'intérêt
        2.1.1 L'inégalité en ressources financières
        2.1.2 L'inégalité en ressources politiques
        2.1.3 L'inégalité en ressources cognitives
    2.2 Inégalités d'accès à la décision politique
        2.2.1 Différencier son offre politique
        2.2.2 favoriser les groupes qui permettent de maximiser sa probabilité de gagner les élections
    2.3 Le rôle limité des campagnes électorales sur le vote
        2.3.1 Pourquoi la droite perd les élections ?
        2.3.2 Un problème de causalité inverse
        2.3.3 Des effets du capital politique sur le rendement de l'euro dépensé en campagne électorale
    2.4 être propriétaire d'un grand média ne garantit pas le contrôle de l'opinion
    2.5 Pluralisme et concurrence politique
        2.5.1 Les ordres d'accès fermés
        2.5.2 Les ordres d'accès ouverts
    2.6 Paradoxe de l'action collective et accès à la rente
        2.6.1 La résolution du paradoxe
            2.6.1.1 Groupe latent
            2.6.1.2Taille du groupe

2.6.1.3 Homogénéité des préférences
2.6.1.4 Captivité
2.6.1.4.1 Vote par les pieds
2.6.1.4.2 Désintérêts des patrons des multinationales envers la vie politique nationale
2..6.2 Activité des groupes d'intérêt et partage de la rente
2.6.2.1 Redistribution et paradoxe de l'action collective
2.6.2.2 Etat Providence et recherche de rente
3. Conclusion

CHAPITRE 6
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

INTRODUCTION
Le risque bureaucratique

1. Le pouvoir d'Etat
1.1. Les administrations restent
1.1.1 Avant le vote du statut de la fonction publique : une administration totalement dépendante des élus
1.1.2 Le vote du statut et le renversement du pouvoir
1.2 Les gouvernements partent
1.2.1 Un pouvoir politique faible
1.2.2 Histoire de l'instabilité gouvernementale
2 Un pouvoir social
2.1 Un fort taux de syndicalisation
2.2 et de nombreux jours de grève
2.3 qui expliquent en partie les différentiels de rémunération entre le privé et le public et les régimes de retraite dans la fonction publique
3. Un pouvoir électoral renforcé
3.1 La part des électeurs fonctionnaires dans le corps électoral ne cesse d'augmenter
3.2 leur poids relatif s'accroît avec leur taux d'abstention relatif
3.3 Ce qui est favorable à la dépense publique et à l'impôt
4. Un pouvoir législatif toujours plus fort
5. Un pouvoir exécutif de plus en plus composé de membres de la haute fonction publique
5.1 Le pouvoir du gouvernement et du Premier Ministre
5.2 La part de plus en plus importante des agents publics aux postes de Ministres et de Premier Ministre
6. Conclusion

CHAPITRE 7
LA TECHNOCRATIE

INTRODUCTION
Le risque du despotisme de la vérité

1. L'idéal du gouvernement par la science
1.1 Un constat d'échec de la démocratie parlementaire
1.1.1 Incompétence des électeurs
1.1.2 Démagogie des élus
1.2 La technocratie comme solution
1.2.1 Un gouvernement de savants
1.2.2 Un gouvernement d'ingénieurs sociaux
1.2.2.Alternatif à la verbocratie de la démocratie parlementaire
1.2.2.2 Palliant les défaillances de l'auto-régulation par les prix
1.2.2.3 Porté par une partie des élites politiques et administratives
2. La mise en œuvre d'un gouvernement par la science

2.1 La production d'une science opérationnelle
2.1.1 Les grandes étapes de la formation du modèle technocratique
2.1.2 Les administrations dédiées à la production des technosciences
2.1.3 Une production de technosciences financées par l'impôt
2.2 Une science du gouvernement enseignée dans les grandes écoles pour être appliquée
2.2.1 Des écoles de formation aux sciences du gouvernement
2.2.1.1 L'Ecole Polytechnique
2.2.1.1.1 Mettre la science au service de l'Etat
2.2.1.1.2 et former des ingénieurs sociaux
2.2.1.2 L'Ecole libre des sciences politiques
2.2.1.21.Former les élites administratives et politiques du pays
2.2.1.2.2 Enseigner les techniques de l'économie dirigée
2.2.1.3 L'institut nationale du service public (Ecole Nationale d'administration)
2.2.1.3.1 Le projet de l'Ecole Nationale d'Administration
2.2.1.3.2 Enseigner l'économie moderne et les politiques de modernisation du pays
2.3 Technocratie et entrisme des grands corps
2.3.1 Les autorités administratives indépendantes
2.3.2 Le pouvoir de cadrage des membres des cabinets ministériels
2.3.3 La politisation de la haute fonction publique et la main mise sur le pouvoir exécutif
2.3.3.1 Une technocratisation du pouvoir exécutif
2.3.3.2 Qui renforce les inégalités d'accès au pouvoir politique
3. Un gouvernement de la science
3.1 Des politiques scientifiques non neutres
3.1.1 Des effets de direction
3.1.2 Des effets de découverte
3.2 Qui prennent un risque despotique
3.2.1 Une conscience singulière
3.2.2 qui gouverne la science
3.2.3 et exige la constitution d'un consensus
4. Conclusion

CONCLUSION GENERALE

PARTIE 2
LES DEPENSES PUBLIQUES (9H)

INTRODUCTION

CHAPITRE 8
LES APPORTS DE LA THEORIE ECONOMIQUE CONTEMPORAINE A L'EXPLICATION DE LA DYNAMIQUE DES DEPENSES PUBLIQUES : UNE REVUE DE LA LITTERATURE

INTRODUCTION
Explication et causalité
Apports et limites de l'économétrie des déterminants de la dépense publique
Classer les explications en présence
Plan

1. La demande : l'Etat impotent
1.1 L'idéologie
1.1.1 L'idéologie de gauche
1.1.2 La polarisation
1.1.3 La culture
1.1.4 Guerre, crise et évolution des idéologies
1.2 L'intérêt égoïste des électeurs
1.2.1 Intérêt et préférences des électeurs
1.2.1.1 Industrialisation et urbanisation

1.2.1.2 Mondialisation
1.2.1.3 Inégalités
1.2.2 Intérêt des électeurs organisés en groupe de pression
2 L'offre : l'Etat omnipotent
2.1 Le revenu des contribuables
2.2 La taille de la population
2.3 La baisse des coûts de perception de l'impôt
2.4 La hausse des coûts relatifs du travail dans les services publics : Baumol versus Niskanen
2.5. L'illusion fiscale et les rentes administratives
3 La constitution
3.1 Bicaméralisme versus monocaméralisme
3.2 Une dose de démocratie directe
3.3 Régime présidentiel versus régime parlementaire
3.4. Le système électoral
3.4.1 Les règles électorales
3.4.2 La structure du scrutin
3.4.3 Le droit de vote
3.5 Concurrence politique et décentralisation budgétaire
3.6 Les constitutions économiques
3.6.1 Une constitution financière
3.6.2 Constitution monétaire et indépendance des banques centrales
4. Conclusion

CHAPITRE 9
LES CONSEQUENCES PRODUCTIVES DE LA DYNAMIQUE DES DEPENSES PUBLIQUES

INTRODUCTION
Efficacité et justice
PIB comme convention
Plan

1. Keynésien et politique économique de croissance
1.1 Consommation, épargne et revenu
1.1.1 Le cercle vertueux de la consommation et du revenu
1.1.2 Le cercle vicieux de l'épargne et du revenu
1.1.2.1 Epargne, revenu et croissance
1.1.2.2 Epargne, inégalités et croissance
1.2 Investissement et fluctuations de la production
1.2.1 La demande anticipée
1.2.2 Investissement et taux d'intérêt
1.2.2.1 Le taux d'intérêt ou le prix de l'argent
1.2.2.2 Le taux de profit espéré
1.2.3 Instabilité des marchés et équilibre de sous-emploi
1.2.3.1 Erreur d'anticipation et instabilité des marchés
1.2.3.2 Erreur d'anticipation et équilibre de sous-emploi
1.3 Dépenses publiques et production
1.3.1 Le multiplicateur budgétaire
1.3.1.1 Multiplicateur d'investissement
1.3.1.2 Multiplicateur de dépenses publiques et théorème d'Haavelmo
1.3.2 Consommation et politique de redistribution
1.3.3 Investissement et politique monétaire

2. L'école Classique et l'inefficience de la dépense publique
2.1 Un modèle de croissance alternatif
2.1.1 La loi de Say et la coordination par les prix
2.1.2 Capitalisme, épargne et entrepreneuriat
2.1.2.1 Epargne et Capitalisme
2.1.2.2 Epargne et entrepreneuriat
2.1.3 Epargne et taux d'intérêt originaire
2.1.4 Epargne et action publique

2.2 Politique économique de croissance et stagnation
2.2.1 Inégalité, politique de redistribution et stagnation
2.2.2 Impôt et stagnation
2.2.3 Dette publique, stagnation et risque de crise
2.2.3.1 Faiblesse du multiplicateur et cercle vicieux de la dette publique
2.2.3.2 Les risques d'une croissance à crédit
3. La courbe de BARS ou la non linéarité de la relation dépenses publiques - croissance
3.1 La courbe de BARS
3.2 Les défaillances du marché
3.3 Les défaillances de l'Etat
3.3.1 Economie publique normative et carences de l'Etat
3.3.2 Etat minimal et défaillances de l'Etat
3.3.3 Les coûts de transaction politique
3.4 Conclusion
2. Les résultats de la littérature empirique
2.1 La valeur du multiplicateur : entre incertitude et biais idéologique
2.2 Une relation linéaire et non linéaire selon les périodes et les pays
2.2.1 Les estimations d'une relation linéaire entre la dépense et la croissance
2.2.2 Les estimations d'une relation non linéaires
2.2.2.1 Observations statistiques des courbes de BARS
2.2.2.2 Les courbes de BARS pour les pays africains
3. L'expérience française
3.1 La courbe de BARS pour la France
3.2 Les déterminants de la croissance française
3.2.1 Croissance et gains de productivité
3.2.2 Le rôle de l'idéologie politique dans la dynamique de la production
3.2.2.1 Idéologie et effort de production
3.2.2.2 Idéologie et politiques publiques
4. Conclusion

PARTIE 3 LES PRELEVEMENTS PUBLICS OBLIGATOIRES

INTRODUCTION

CHAPITRE 10
LE COUT COMPLET DES FONDS PUBLICS

INTRODUCTION

1. Le coût restreint des fonds publics
1.1 La littérature empirique
1.1.1 Préciser le coût social de l'impôt
1.1.2 Des calculs qui confirment les précédents résultats
1.2 Des distorsions fiscales
1.2.1 Un euro public coûte un euro et 22 centimes
1.2.2 Privilégier l'impôt sur la dépense
1.2.2.1 Sacrifier l'efficient à l'égalité
1.2.2.2 Déplacer la charge de l'impôt sur la consommation ?
2. Les coûts de collecte de l'impôt
2.1 Les coûts de mise en conformité à la législation fiscale supportée par la contribuable
2.1.1 Typologie des coûts mise en conformité
2.1.2 Les coûts de l'optimisation fiscale
2.1.3 Des coûts mal connus
2.2 Les coûts de l'évasion fiscale
3. Les coûts de gestion de l'administration fiscale
3.1 Les déterminants des coûts de gestion de l'impôt par l'administration fiscale

3.2 L'évaluation des coûts de gestion de l'impôt
3.3 Des coûts de gestion de l'impôt qui augmentent avec l'hostilité à l'impôt
3.3.1 Définition
3.3.2 De l'intérêt de la fraude pour les contribuables
3.3.3 Le profil des fraudeurs
4. Les coûts politiques de l'impôt
4.1 Les niches fiscales
4.2 Augmente le coût de l'impôt
4.2.1 Des coûts d'opportunité de l'activité de production du code des impôts
4.2.2 Et des coûts de la complexité du code des impôts
3. Conclusion

CHAPITRE 11
DES CONSEQUENCES PRODUCTIVES DES PRELEVEMENTS PUBLICS OBLIGATOIRES

INTRODUCTION

1. Des effets Laffer
1.1 La courbe de Laffer
1.2 Impôt et croissance de la production
1.2.1 Les effets de l'impôt dans le modèle macro-économique de la comptabilité
1.2.2 Les effets de l'impôt sur la dynamique entrepreneuriale
1.2.2.1 Entrepreneuriat et croissance économique
1.2.2.2 Impôt et formation de la classe entrepreneuriale
1.2.2.3 Plus de salariat
1.2.2.4 Moins de projets d'affaires financés
1.2.2.5 Baisse les gains de l'entrepreneuriat sans réduire les risques
1.2.3 Change les représentations des électeurs contribuables
1.3 Effort fiscal et croissance de la production : les travaux empiriques
1.3.1 Consensus mais pas unanimité
1.3.2 Taux de Laffer versus taux d'imposition effectif
2. La dépense publique, l'impôt et la croissance de la production
2.1 Inefficience-X du secteur public
2.1.1 Des coûts de production trop importants
2.1.2 Une demande de service public surévaluée
2.2 Le coût de la redistribution et l'analogie au sceau percé
3. Conclusion

CONCLUSION GENERALE